

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

TO/PR

Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire

Procès-verbal de la réunion du 22 juillet 2010

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation des projets de procès-verbaux des réunions des 3 et 10 juin 2010 et du 8 juillet 2010
2. Présentation des travaux du département de l'économie solidaire suivi d'un échange de vues
3. Divers (6ième session ASEP à Bruxelles du 26 au 28 septembre 2010)

*

Présents : M. André Bauler, M. Eugène Berger remplaçant M. Claude Meisch, M. Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Félix Eischen, M. Léon Gloden, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Viviane Loschetter remplaçant M. Henri Kox, M. Marc Spautz, M. Robert Weber

M. Romain Schneider, Ministre délégué à l'Economie solidaire

M. Marc Mathekowitsch, Mme Paulette Lenert, Mme Fatima Mestre, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur (Département ministériel de l'Economie solidaire)

M. Timon Oesch, Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Lies, Mme Lydia Mutsch

*

Présidence : M. Alex Bodry, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbaux des réunions des 3 et 10 juin 2010 et du 8 juillet 2010

Les projets de procès-verbaux sous objet sont approuvés.

2. Présentation des travaux du département de l'économie solidaire suivi d'un échange de vues

Après quelques mots introductifs et le rappel par M. le Président de la volonté gouvernementale concernant l'économie solidaire,¹ M. le Ministre délégué à l'Economie solidaire explique qu'il n'a pas souhaité intervenir plus tôt à ce sujet en commission. En effet, après l'assermentation du nouveau Gouvernement le 23 juillet 2009, le département ministériel en charge de l'économie solidaire a dû être créé de toutes pièces, maintes entrevues à ce sujet, également interministérielles, ont eu lieu, le personnel a dû être recruté, etc..

La responsable du nouveau département ministériel est invitée à présenter l'état actuel des travaux/réflexions du département « Economie solidaire ». Dans son exposé, l'oratrice suit les fiches d'une présentation *PowerPoint* jointe en annexe à ce procès-verbal.

Le premier projet concret en voie de réalisation – la fin de l'année est indiquée comme date d'échéance – consiste en une cartographie interactive permettant aux intéressés de trouver et de localiser les acteurs du secteur. Cet outil d'information vise à améliorer tant la visibilité du secteur de l'Economie solidaire que de favoriser la coopération, comme la création de synergies entre les acteurs de ce secteur.

M. le Ministre tient à souligner que l'intention gouvernementale concernant l'économie solidaire vise le long terme et entend aller au-delà d'une simple résolution de problèmes ponctuels. Cette intention explique le partenariat conclu avec le Centre de recherche public Henri Tudor. Cette approche plus générale devrait aboutir dans un plan d'action concret. Une première phase consiste dans l'analyse de l'expérience luxembourgeoise de l'économie solidaire et dans la création d'une plateforme de dialogue social – concrètement et comme premier pas dans cette direction, une journée d'échanges de vues sera organisée en automne réunissant tous les acteurs de ce secteur.

Débat :

De l'échange de vues qui s'ensuit, les points suivants peuvent être retenus :

- Les députés obtiennent confirmation que le **subventionnement** des projets d'insertion par le travail continuera à s'effectuer durant toute l'année 2010 via le Fonds pour l'emploi. En effet, d'un point de vue formel, le Ministère du Travail et de l'Emploi reste compétent pour l'ensemble de ces initiatives et projets qui tombent sous le champ d'application de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi (doc. parl. n°5144). Une séparation des moyens financiers à disposition présuppose une définition/distinction claire entre initiatives sociales pour l'emploi et projets d'économie solidaire (définition du « différentiel »). La réforme dans le subventionnement est susceptible de prendre la forme d'une aide à l'entreprise qui remplit les critères de l'économie solidaire, probablement via un nouveau fonds spécifique.
- Une intervenante, renvoyant à l'exemple d'autres pays européens comme l'Italie et la Suisse, estime que le potentiel de l'économie solidaire comme créateur d'emplois au Luxembourg est considérable. Un préalable serait toutefois de sortir ces initiatives de leur dépendance exclusive du subventionnement public. L'objectif devrait être de **parvenir à un autofinancement** de ces entreprises « solidaires », excluant de la

¹ Voir le Programme gouvernemental 2009 ou le procès-verbal de la réunion du 25 juin 2010 et les extraits afférents en son annexe

sorte également le reproche d'une concurrence déloyale par rapport aux entreprises purement commerciales. Un exemple est cité (conventions avec une entreprise « solidaire » pour la prestation de services déterminés). Ces entreprises, au lieu de se laisser guider par l'esprit de lucre, devraient satisfaire des besoins réels de la collectivité, délaissés comme commercialement inintéressant par les entreprises classiques. D'éventuels bénéfices seraient réinvestis et non distribués à des donneurs de capitaux (actionnaires). L'oratrice juge comme absolument nécessaire de distinguer clairement les initiatives sociales pour l'emploi, qui ont leur propre raison d'être et un cadre juridique adapté, des entreprises solidaires. L'approche gouvernementale exposée est donc saluée. Selon cette députée, l'économie solidaire devrait même faire partie intégrante de la politique économique classique du Gouvernement.

- M. le Ministre rappelle que de vastes recherches ont été menées à la quête d'exemples législatifs dans d'autres Etats ayant un secteur d'économie solidaire déjà plus développé (Brésil, Espagne, ...). Le résultat n'étant point convaincant, il a été décidé d'investir dans la recherche au Luxembourg. En collaboration étroite avec le CRP Henri Tudor et, peut-être, avec l'Université du Luxembourg, le Luxembourg a l'ambition d'élaborer une **forme juridique propre** à ces entreprises. Le statut d'une association sans but lucratif présente en effet une série d'inconvénients difficiles à résoudre dans ce cadre juridique, d'autres questions à résoudre ont trait au mode de financement. Ainsi, le Luxembourg pourrait même devenir précurseur dans ce domaine.
- M. le Ministre tient à souligner que les **initiatives sociales pour l'emploi**, indépendamment de l'évolution du secteur de l'économie solidaire, continueront à avoir leur raison d'être.
- Un intervenant remarque que les initiatives sociales pour l'emploi ou les entreprises solidaires ne peuvent, tout au moins à l'heure actuelle, pas être distinguées clairement. Il doute fermement de la possibilité de pouvoir exclure à l'avenir toute **concurrence déloyale** indirecte ou même directe de ces initiatives ou associations aux entreprises traditionnelles, qui elles courent le risque de l'insolvabilité voire de la faillite. Il s'interroge par ailleurs sur la mission et l'activité concrète du nouveau département ministériel. M. le Ministre réplique, en renvoyant à ses explications initiales, que l'objectif et la mission de ce département, suite à cette phase de travaux de réflexion/d'analyse et de sensibilisation en cours, est l'élaboration d'une **loi-cadre**. Quant aux reproches de concurrence déloyale, M. le Ministre tient à souligner que les mois passés ont également servi à se concerter avec les fédérations patronales. Celles-ci sont loin de refuser en bloc ces initiatives et perçoivent même de potentielles synergies avec ces entreprises « solidaires ». A une vision de concurrence il oppose une optique de coopération et cite des exemples concrets où des entreprises artisanales sous-traitent ou exécutent certains travaux en partenariat avec des entreprises solidaires, configurations qu'il qualifie de situations *Win-Win*. M. le Président ajoute des exemples de coopération entre ces deux formes d'entreprises.
- Un membre tient à préciser que d'ores et déjà les initiatives sociales pour l'emploi sont obligées de **s'autofinancer à raison de 25%** de leurs dépenses, seulement 75% de leurs recettes proviendraient du Ministère. Compte tenu de l'extraordinaire diversité d'activités et de services offerts par les acteurs de l'économie solidaire, il exprime sa compréhension quant à la complexité évoquée que représente l'élaboration d'un cadre juridique commun à cette forme d'activité économique.
- Suite à une intervention afférente, il est précisé que toute entreprise ou association qui remplit les critères de la loi précitée du 3 mars 2009 peut **bénéficier des subventions** afférentes.
- Il est rappelé que l'idée de l'économie solidaire n'est nullement nouvelle. Des entreprises de ce genre existent depuis longtemps au Luxembourg et dans des secteurs différents. En général, la forme juridique adoptée par ces entreprises était

celle de la **coopérative**. M. le Ministre cite les exemples des sociétés coopératives Co-Labor (entreprise d'insertion par le travail) et de l'association agricole *Maschinenring* (où l'idée à la base est l'entraide entre agriculteurs)². Un autre exemple ajouté est celui des *Lokalvereine* dans les villages ruraux, ayant servi à l'époque à l'achat et l'utilisation en commun de machines ou outillage plus onéreux et employés que de manière irrégulière. Il est rappelé que ces coopératives du secteur agricole bénéficient d'un soutien public via la loi agraire.

- Les exemples cités amènent certains à **s'interroger sur la nécessité** ou la plus-value de la création d'une nouvelle forme juridique d'entreprise. La forme recherchée reviendrait en fait à celle d'une entreprise commerciale sans esprit de lucre ou d'une association sans but lucratif pouvant faire des activités commerciales, ce qui serait une contradiction en soi. Il est expliqué qu'effectivement la forme actuelle de l'a.s.b.l., qui permet des activités commerciales qu'à titre accessoire, ne se prête manifestement pas pour les activités d'entreprises/initiatives dites « solidaires ». Cette problématique, qui concerne également maintes autres associations plus classiques, est actuellement discutée dans le cadre de la réforme de la législation sur les associations sans but lucratif. En effet, la forme juridique de la coopérative pourrait être le modèle de référence idéal pour la création d'un statut spécifique aux entreprises de l'économie solidaire. La France connaît ainsi la forme de la coopérative d'intérêt collectif. Cette société se plie aux règles applicables à des sociétés commerciales traditionnelles tout en se référant explicitement à l'intérêt collectif, les bénéfices éventuels ne sont pourtant pas redistribués. La Belgique connaît une forme de label, « société à finalité sociale », attribué aux sociétés qui, indépendamment de leur statut juridique, remplissent une série de critères bien déterminés. Ce label, mis en place en 2006, donne droit à certains avantages également fiscaux, comme un taux de TVA réduit. Selon les informations récoltées, le succès de ce label était resté en-dessous des attentes, commence toutefois à connaître un écho grandissant, surtout auprès des sociétés coopératives. Son succès dépend largement des avantages y liés. Les coopératives sociales italiennes ont un grand succès dans le secteur de l'économie solidaire, tout en étant très controversées.
- Le **label** évoqué rencontrant un écho favorable auprès de quelques membres de la commission, l'experte du Ministère donne à considérer que les acteurs luxembourgeois eux-mêmes pourraient être très réticents par rapport à cette idée, ce label étant accordé indépendamment de la forme juridique de l'entreprise, donc également à des sociétés de capitaux. Les représentants du secteur insistent pourtant sur l'idée d'une association de personnes coresponsables.
- Compte tenu du fait qu'aucune des formes de sociétés actuellement disponibles ne convient tout à fait aux besoins du secteur, l'experte du Ministère plaide pour un certain temps de réflexion permettant d'analyser les différentes options se présentant. Elle met en garde de vouloir simplement copier un modèle issu d'un tout autre contexte économique-juridique. Les représentants de l'exécutif précisent par ailleurs qu'ils se concerteront en la matière avec le Ministère de la Justice. Dans ce cadre, il est susceptible qu'il soit préféré, à la création d'une toute nouvelle forme de société, d'analyser les possibilités qu'offre la législation en vigueur et de l'adapter ponctuellement si nécessaire. En fin de compte, ces travaux pourraient même aboutir à une simple « revitalisation » du **statut de la coopérative**. Un intervenant estime qu'il devrait être possible en s'inspirant de possibilités/pratiques, comme la clause de tontine, employées dans d'autres domaines du droit, de mettre en place un statut de coopérative qui convient à ces associations dites solidaires.
- Le terme de « **niches** » évoqué, que les entreprises de l'économie solidaire occuperaient utilement, est critiqué comme nullement spécifique à ces formes d'entreprises. L'intervenant préfère parler de complémentarité aux activités du

² Voir statut juridique en annexe

secteur public et privé. C'est en fait le concept commercial de cette forme d'entreprises qui diffère, l'idée de solidarité étant placée au centre des préoccupations, et non la nature ou la forme des activités exercées.

- Un membre s'interrogeant sur la nécessité d'actions de **sensibilisation**, la représentante du Ministère souligne que pour un large public les connaissances sur cette forme d'activité économique sont quasi néant. M. le Ministre confirme ce constat et précise que son département ministériel est appelé à devenir le portail d'accueil et de coordination pour tous les acteurs souhaitant développer des projets animés par ledit esprit de solidarité. Il va de soi qu'il s'agit, dans une première phase, de faire connaître les opportunités et l'appui potentiel existant dans ce domaine.

Conclusions :

La commission reviendra l'année prochaine sur cette problématique afin d'examiner l'état d'avancement des travaux évoqués.

L'importance de la création de la plateforme de dialogue social est soulignée comme moyen d'éviter un chacun pour soi dans ce secteur et d'y favoriser la transmission d'expériences, la coopération et la création de synergies.

3. Divers (6ième session ASEP à Bruxelles du 26 au 28 septembre 2010)

La commission est informée de la possibilité de désigner deux représentants (un membre de la majorité et un membre de l'opposition) à participer à la sixième session du partenariat parlementaire Asie-Europe.

* * *

Les prochaines réunions sont fixées aux mercredis 15 et 22 septembre 2010 à 14 heures 30.

Luxembourg, le 16 septembre 2010

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président,
Alex Bodry

Annexes :

- 1) Présentation *PowerPoint* « L'économie solidaire, un secteur et son contexte » (32pp) ;
- 2) Statut de la coopérative *Maschinenring* (20pp).



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

L'économie solidaire

un secteur et son contexte



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

La solidarité:

Un lien social volontaire entre citoyens libres et égaux.

L'économie solidaire:

Un secteur émergent de l'économie sociale qui partage des valeurs communes.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Caractéristiques:

- Une manière d'entreprendre qui place l'être humain – et non le profit – au centre de la démarche économique
- Des groupements de personnes et non de capitaux jouant un rôle économique et créant du lien social
- Un secteur fragmenté, non clairement défini
- Trois grandes familles: les coopératives de toutes natures, les mutuelles et les associations



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Vers un nouveau modèle économique:

- par la promotion du développement local
- par la cohésion sociale et la citoyenneté
- par la création d'emplois
- par la démocratie participative et la cogestion



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

L'approche politique du Luxembourg:

- 1999: Création d'une cellule «Economie solidaire» au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi
- Une vision de lutte contre le chômage
- Une mise en œuvre de la Stratégie européenne pour l'Emploi (SEE)
- 2004: Le gouvernement reconnaît l'économie solidaire comme un troisième pilier de l'économie, aux côtés des secteurs public et privé



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Les entreprises sociales d'insertion professionnelle =

Des initiatives à retombées multiples:

- Nouveaux gisements d'emploi
- Satisfaction de nouveaux besoins sociaux mal ou non pris en charge par les secteurs publics ou privés
- Services présentant une dimension de développement local et de participation démocratique



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire



© OPE



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Economie solidaire et initiatives sociales pour l'emploi:

Une distinction opérée par les ministres de la Famille et de l'Intégration et du Travail et de l'Emploi
en novembre 2004



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Initiatives sociales en faveur de l'emploi:

Objectif principal = insertion ou réinsertion de chômeurs sur le marché du travail

Satisfaction des nouveaux besoins de la population = accessoire

- phase en principe transitoire sauf exception des personnes extrêmement difficiles à placer
- haut taux de cofinancement public

Economie solidaire:

Objectif principal = satisfaction des besoins de la population non couverts par le marché concurrentiel respectivement les pouvoirs publics

Recrutement de demandeurs d'emploi $\neq$ objectif principal

moyen à faible taux de cofinancement public.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Le gouvernement de 2009:

- Mise en place d'un ministre délégué à l'économie solidaire rattaché au département ministériel de l'Économie et du Commerce extérieur
- Une volonté de promouvoir l'économie solidaire en tant que forme alternative d'activité économique



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

La déclaration gouvernementale en extrait:

« Nous accordons une importance nouvelle à ce qu'on appelle l'économie solidaire. En la confiant à un ministre, celui de l'Economie, nous lui accordons au Luxembourg une reconnaissance dont elle ne bénéficie que dans peu de pays du monde. En chargeant un ministre délégué de l'économie solidaire, nous montrons que nous considérons ce domaine de la politique comme une mission essentielle du gouvernement. Nous voulons donner à l'économie solidaire un cadre juridique par l'introduction d'une association d'intérêt collectif. Cette nouvelle forme juridique permettra de considérer l'économie solidaire comme le troisième pilier de notre économie. L'économie solidaire propose au public des produits et services à valeur socioéconomique. La plupart de ces services et produits ne sont pas proposés par l'économie réelle. Or, on en a besoin. C'est pourquoi nous nous occuperons davantage de cet élément important de notre offre économique globale. Son financement ne repose pas exclusivement sur des fonds publics. L'économie solidaire doit aussi être en mesure de mobiliser en partie des moyens en provenance du circuit économique normal.»



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Au départ un triple constat:

- L'économie solidaire telle qu'elle est pratiquée actuellement au Luxembourg se fonde sur les initiatives sociales pour l'emploi.
- Il restera toujours des interférences entre ces deux notions, même si elles ne sont pas synonymes.
- La loi du 3 mars 2009 relative au rétablissement du plein emploi: un cadre légal pour les initiatives sociales pour l'emploi qui permettra de financer par le biais du Fonds pour l'emploi uniquement les missions prévues dans l'intérêt de l'accompagnement des demandeurs d'emploi encadrés.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Le défi: la création d'un cadre légal pour l'économie solidaire

Actions préconisées par le gouvernement:

- *«Elaborer un projet de loi sur l'association d'intérêt collectif»*
- *«Réfléchir sur les modalités éventuelles de la prise en charge du financement de l'économie solidaire proprement dite»*



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

En attendant...

«Comme la loi est déjà entrée en vigueur en 2009 et vu les errements du passé, le différentiel dit économie solidaire, concernant certains frais de superstructure personnelle et d'infrastructure, qui pourrait être constaté pour l'une ou l'autre initiative sociale pour l'emploi 2009, et qui risquerait d'acculer ces initiatives devant un déficit substantiel mettant en cause la viabilité, sera couvert de façon exceptionnelle par le Fonds pour l'Emploi pour l'année 2009.»



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Une loi-cadre pour l'économie solidaire

Un chantier d'une grande complexité:

- Le différentiel «économie solidaire»
Réflexions sur un nouveau concept de financement
- La nécessité d'une identité conceptuelle
Réflexions sur les spécificités de l'économie solidaire au Luxembourg



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

La charte des principes de l'économie sociale

promue par la Conférence Européenne Permanente des Coopératives, Mutualités,, l'Associations et Fondations (CEP-CMAF), aujourd'hui « Social Economy Europe » (SEE):

- *«Primauté de la personne et de l'objet social sur le capital*
- *Adhésion volontaire et ouverte*
- *Contrôle démocratique par les membres (à l'exception des fondations qui en sont dépourvues)*
- *Conciliation des intérêts des membres et usagers et de l'intérêt général*
- *Défense et application des principes de solidarité et de responsabilité*
- *Autonomie de gestion et indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics*
- *Affectation de la majeure partie des excédants à la réalisation d'objectifs qui favorisent le développement durable et vont dans le sens de l'intérêt des prestations pour les membres et de l'intérêt général»*



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

La Commission Européenne:

- Une approche plus juridique et moins conceptuelle de l'économie sociale
- Une réalité reflétée par l'acronyme CMAF (coopératives, mutualités, associations, fondations)
- Un cadre juridique par la création de statuts européens
- 1992: trois propositions sont présentées
- Aujourd'hui: Le statut européen de la société coopérative (SEC)



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Le CESE:

Rapport CIRIEC

Le Parlement européen:

Rapport TOIA

La France:

Rapport VERCAMER

Le RIUESS:

sociale et

Les X^{èmes} Rencontres inter-
universitaires de l'économie
solidaire



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Convergence vers un constat:

- Un secteur à haute utilité sociale
- Un secteur à promouvoir



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Mais aussi:

- Un secteur en manque de visibilité
- Un secteur en manque de mesure



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Mieux connaître et faire connaître l'économie solidaire au Luxembourg:

Un travail de recherche en partenariat avec le CRPHT



AGENDA

► Liste d'événements.

ACTUALITÉS

► Liste d'articles.

QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ?

► Définition de l'économie solidaire.

SOLECOPEDIA

► Lien vers Soleclopedia, l'encyclopédie internationale partagée pour une économie sociale et solidaire.

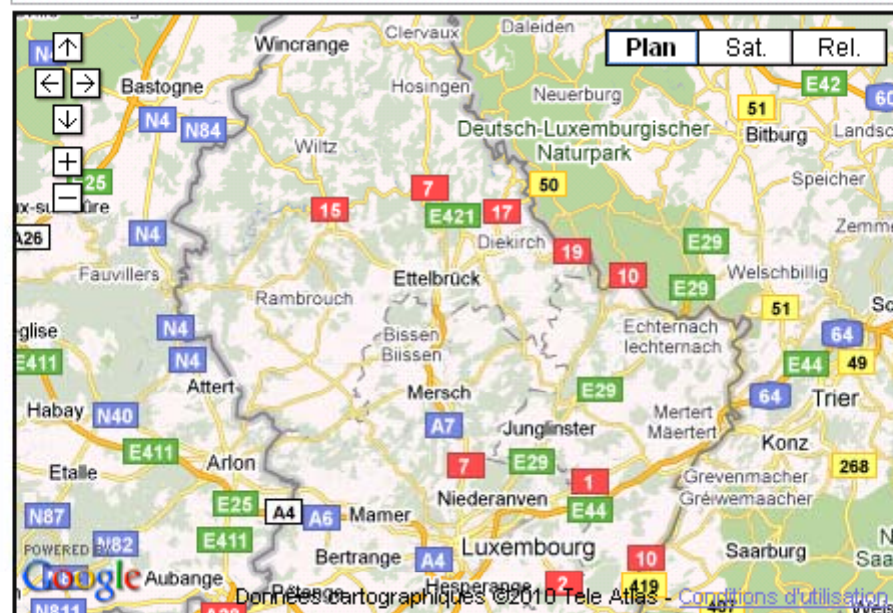
LIENS

► Liens vers des sites web externes.

Je veux me référencer

Je veux suggérer
quelqu'un à référencer

Espace de recherche multicritères



[Agrandir le plan](#)

Campagnes

CHARTE

► Charte d'EcoSoLux.

PORTRAITS D'ACTEURS

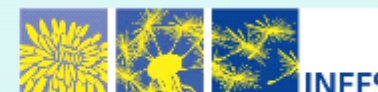
► Portraits d'acteurs diffusés régulièrement.

COOPERATION

► Espace de coopération.

PARTENAIRES

► Description des partenaires du projet.





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Chercher un acteur de l'ES à Luxembourg

Recherche
par mot clef

The screenshot shows the ECOSOLUX website interface. The header includes the logo 'ECOSOLUX' and the text 'L'ECONOMIE SOLIDAIRE'. A search bar is located in the top right corner. The main content area is divided into several sections: 'AGENDA', 'ACTUALITÉS', 'QU'EST-CE QUE L'ECONOMIE SOLIDAIRE?', 'SOLECOPEDIA', and 'LIENS'. A central map of Luxembourg is displayed, with a speech bubble pointing to it that says 'Recherche par carte'. Another speech bubble points to the search bar, saying 'Recherche multicritères'. A third speech bubble points to a button labeled 'Je veux me référencer', saying 'Je veux me référencer'. A fourth speech bubble points to a button labeled 'Je suggère quelqu'un à référencer', saying 'Je suggère quelqu'un à référencer'. A fifth speech bubble points to a button labeled 'Acteur', saying 'Acteur'. A sixth speech bubble points to a button labeled 'Caractéristique 1', saying 'Caractéristique 1'. A seventh speech bubble points to a button labeled 'Caractéristique 2', saying 'Caractéristique 2'. An eighth speech bubble points to a button labeled 'Caractéristique 3', saying 'Caractéristique 3'. A ninth speech bubble points to a button labeled 'En savoir +', saying 'En savoir +'. The footer contains links for 'A propos du site', 'Plan du site', and 'Contact'.

ECOSOLUX

L'ECONOMIE SOLIDAIRE

Recherche multicritères

Je veux me référencer

Je suggère quelqu'un à référencer

Recherche par carte

Acteur

Caractéristique 1

Caractéristique 2

Caractéristique 3

En savoir +

A propos du site | Plan du site | Contact



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Département de l'économie solidaire

Une analyse de l'expérience luxembourgeoise

Une plate-forme de dialogue social

Un travail de sensibilisation

Un plan d'action



**Statut
von**

MBR Services

2010

**12A, Cité Morisacker , Boîte Postale 19
L – 7701 Colmar-Berg**

**Tél : 85 94 74-1 Fax : 85 94 74-41
E-mail : mail@mbr.lu**

Inhaltsübersicht:

Kapitel I	Name, Sitz und Dauer	4
Kapitel II	Zweck und Gegenstand	4
Kapitel III	Gliederung, Mitgliedschaft	5
Kapitel IV	Rechtsverhältnisse der Genossenschaft und der Genossenschaftsmitglieder	7
Kapitel V	Organe der Genossenschaft	10
Kapitel VI	Finanzierung, Rechnungswesen	17
Kapitel VII	Satzungsänderung, Auflösung	19
Kapitel VIII	Übergangsbestimmungen	19
Kapitel IX	Schlussbestimmungen	20

Gemäß Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung vom 4. März 2010 des Verbandes MBR SERVICES – landwirtschaftliche Genossenschaft, errichtet durch Privaturkunde vom 29. Dezember 1988 nach den Bestimmungen des großherzoglichen Erlasses vom 17. September 1945 – werden die Statuten dieser Genossenschaft folgendermaßen umgeändert:

KAPITEL I: NAME, SITZ UND DAUER

Art. 1 – Name, Rechtsform

Die Genossenschaft trägt den Namen: „MBR SERVICES, Association agricole“. Sie ist eine landwirtschaftliche Genossenschaft gemäß dem großherzoglichen Erlass vom 17. September 1945.

Art. 2 – Sitz

Die Genossenschaft hat ihren Sitz in L-7735 COLMAR-BERG, 12A, Cité Morisacker. Der Vorstand kann den Sitz in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegen.

Art. 3 – Dauer

Die Dauer der Genossenschaft ist unbegrenzt.

KAPITEL II: ZWECK UND GEGENDSTAND

Art. 4 – Zweck und Gegendstand

- A) Aufgabe der Genossenschaft ist es, die organisierte Nachbarschaftshilfe weiter auszubauen mit dem Ziel, die Kosten und Risiken der Mitglieder in allen Bereichen der Arbeitserledigung herabzusetzen, sowie die sich bietenden Möglichkeit des Zuerwerbs zu erschließen. Der Zweck ist also die Förderung der wirtschaftlichen und sozialen Interessen der Mitglieder.
- B) Der Gegendstand der Genossenschaft ist die Vermittlung von Dienstleistungen in den Bereichen Landwirtschaft, Weinbau, Gartenbau, Forstwirtschaft und Landschaftspflege, u.z. insbesondere:
 - die Vermittlung von Maschinen

- die Vermittlung von Betriebshelfern
- die Beratung der Mitglieder beim Ankauf von Maschinen mit dem Ziel einer optimalen Auslastung derselben
- die Einführung neuer, bewährter Techniken
- alle Maßnahmen in die Wege zu leiten, die zum ökonomischen und sozialen Fortschritt der Mitglieder beitragen.

Zwecks Erreichen dieser Aufgaben kann die Genossenschaft sich an anderen Organisationen beteiligen, die ähnliche Ziele verfolgen.

KAPITEL III: GLIEDERUNG, MITGLIEDSCHAFT

Art. 5 – Gliederung

Die Genossenschaft gliedert sich in Regionen, die aus den Altringen hervorgehen und folgende Gemeinden umfassen:

1. ORANIA: Beaufort, Bettendorf, Bissen, Bourscheid, Colmar-Berg, Consthumb, Diekirch, Ermsdorf, Erpeldingen, Esch/Sûre, Ettelbruck, Feulen, Grosbous, Heiderscheid, Hoscheid, Hosingen, Medernach, Mertzig, Neunhausen, Pütscheid, Reisdorf, Schieren, Tandel, Vianden, Waldbillig, Wahl.
2. OST: Bech, Berdorf, Betzdorf, Biwer, Bous, Burmerange, Consdorf, Contern, Dahlheim, Echternach, Fischbach, Flaxweiler, Frisingen, Grevenmacher, Heffingen, Hesperange, Junglinster, Larochette, Lenningen, Lintgen, Lorentzweiler, Luxembourg, Manternach, Mertert, Mompach, Mondorf, Niederanven, Nommern, Remich, Rosport, Sandweiler, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus, Walferdange, Weiler-la-Tour, Wellenstein, Wormeldange.
3. WEST: Bascharage, Beckerich, Bertrange, Bettembourg, Boevange/Attert, Clemency, Differdange, Dippach, Dudelange, Ell, Esch/Alzette, Garnich, Haute-Sûre, Hobscheid, Kayl, Kehlen, Koerich, Kopstal, Leudelange, Mamer, Mersch, Mondercange, Pétange, Preizerdaul, Rambrouch, Reckange, Roeser, Rumelange, Saeul, Sanem, Schiffange, Simmern, Steinfort, Steinsel, Strassen, Tuntange, Useldange, Vichten.

Falls zu einem späteren Zeitpunkt noch ein MBR mit MBR Services fusionieren will, wird dieser als 4. Region angegliedert.

Art. 6 – Aufnahmebedingungen

Mitglied der Genossenschaft kann jede natürliche Person werden, die Land, Weinberge, Gärten oder Wald besitzt oder bewirtschaftet, sowie Besitzer von Landmaschinen und Lohnunternehmer.

Betriebe in Erbgemeinschaft, juristische Personen und Personen, die als Betriebshelfer tätig sein möchten, können ebenfalls die Mitgliedschaft erwerben. In der Generalversammlung werden juristische Personen durch einen Bevollmächtigten vertreten.

Für Betriebe in Erbgemeinschaft gilt die Maßgabe, dass eine für sie handelnde, im Betrieb hauptberuflich tätige Person bezeichnet wird, welche persönlicher Titular der Mitgliederrechte und –pflichten wird.

Die Mitglieder werden entsprechend ihrem Wohnsitz einer Region angegliedert.

Art.7 – Erwerb der Mitgliedschaft

Das Beitrittsge such ist schriftlich an den Vorstand zu richten. Über das Beitrittsge such entscheidet der Vorstand mit einfacher Mehrheit. Bei Aufnahme von Minderjährigen muss eine vom gesetzlichen Vormund ausgestellte Vollmacht der Beitrittserklärung beigefügt werden.

Art. 8 – Ausscheidungsgründe

Die Mitgliedschaft endet:

- durch freiwilligen Austritt.
- durch Ausschließung,
- durch den Tod,
- durch Auflösung im Falle einer juristischen Person.

Art. 9 – Kündigung durch ein Mitglied

Bei freiwilligem Austritt aus der Genossenschaft ist die Kündigung der Mitgliedschaft schriftlich an den Vorstand einzureichen, und zwar spätestens 6 Monate vor Ablauf des Geschäftsjahres, in welchem die Aufkündigung rechtsgültig erfolgte.

Art. 10 – Ausschließung eines Mitgliedes

Ein Mitgliederausschluss kann nur bei Vorliegen schwerwiegender Gründe, nach vorheriger Vorladung des Mitgliedes durch Beschluss des Vorstandes erfolgen. Schwerwiegende Gründe sind u.a. Nichtbeachtung der Statuten, der Generalversammlungsbeschlüsse, der Reglemente, der Geschäftsordnung und der von den Genossenschaftsorganen erlassenen Vorschriften, sowie die Aberkennung der bürgerlichen Rechte.

Der Beschluss ist innerhalb acht Tagen durch eingeschriebenen Brief mitzuteilen. Das ausgeschlossene Mitglied kann innerhalb eines Monats nach dieser Zustellung, durch einen an den Vorstand gerichteten Einschreibebrief, bei der Generalversammlung Berufung einlegen. Die nächste Generalversammlung entscheidet endgültig mit einfacher Stimmenmehrheit.

Art. 11 – Ausscheiden durch Tod

Beim Tode eines Mitgliedes können die Erben die Auflösung der Genossenschaft nicht verlangen. Sie dürfen den Nennwert des Geschäftsanteiles des Verstorbenen zurückfordern. Sie haben kein Recht auf die Rücklagen der Genossenschaft.

Sie dürfen aber auch innerhalb 12 Monaten denjenigen von Ihnen bezeichnen und dem Vorstand melden, der die Mitgliedschaft fortsetzt. Beim Ausbleiben einer solchen Meldung erlischt die Mitgliedschaft und die Genossenschaft muss innerhalb von sechs Monaten den Nennwert des Geschäftsanteils zurückzahlen. Um in den Genuss der Leistungen der Genossenschaft zu gelangen, muss der Rechtsnachfolger die in Art. 6 vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Die Erben oder der Rechtsnachfolger bleiben solidarisch haftbar für die durch den Verstorbenen bis zum Todestag eingegangenen Verpflichtungen.

KAPITEL IV: RECHTSVERHÄLTNIS DER GENOSSENSCHAFT UND DER GENOSSENSCHAFTSMITGLIEDER

Art. 12 – Rechtsverhältnis zwischen Genossenschaft und Mitglieder

Das Rechtsverhältnis der Genossenschaft und der Genossenschaftsmitglieder wird zunächst geregelt durch gegenwärtige Satzung, unbeschadet der zwingenden Bestimmungen des abgeänderten großherzoglichen Erlasses vom 17. September 1945.

Art. 13 – Haftung der Mitglieder

Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Genossenschaftsmitglieder bis zu einer Haftsumme von **125 €** pro Mitglied.

Art. 14 – Rechte der Mitglieder

Jedes Mitglied hat das Recht:

- an den Generalversammlungen stimmberechtigt teilzunehmen und Vorschläge für die gemeinsamen Maßnahmen vorzutragen;
- aktives und passives Wahlrecht auszuüben;
- alle Einrichtungen und Leistungen der Genossenschaft nach den dafür getroffenen Bestimmungen in Anspruch zu nehmen.

Art. 15 – Pflichten der Mitglieder

Jedes Mitglied hat die Pflicht:

- die Tätigkeit der Genossenschaft zu unterstützen;
- die Statuten, die Generalversammlungsbeschlüsse, die Reglemente, die Geschäftsordnung sowie die von den Geschäftsorganen erlassenen Vorschriften und abgeschlossenen Verträge zu beachten;
- die von der Genossenschaft erhobenen ordnungsgemäßen Finanzansprüche zu leisten.

Mit seinem Beitritt zu MBR Services geht jedes Mitglied folgende Sonderpflichten ein:

- Maschinen mit und ohne Bedienung bevorzugt Maschinenringmitgliedern anzubieten;
- Maschinen- oder Betriebshelferarbeiten im Bedarfsfall bevorzugt bei MBR-Mitgliedern in Anspruch zu nehmen;
- die geleisteten Arbeiten bargeldlos mittels Arbeitsformularen zu verrechnen;
- die Unterhaltung eines laufenden Kontos bei einem luxemburgischen Geldinstitut und hierüber der Geschäftsführung Bankvollmacht zu erteilen;
- die Einsatzbedingungen des Betriebshilfsdienstes zu beachten.

Art. 16 – Verrechnung

Die Vergütung der geleisteten MR-Arbeiten erfolgt nach Richtwerten. Diese werden in der Generalversammlung von MBR SERVICES festgelegt.

Im Einzelfall sind Abweichungen von diesen Richtwerten vor Ausführung des Arbeitsauftrages zu vereinbaren. Die Verrechnung erfolgt bargeldlos über die Mitgliederkonten mittels Verrechnungsblock.

Art. 17 – Haftung der Auftraggeber und Auftragnehmer

Bei Arbeiten zwischen Landwirten oder Winzern übernimmt MBR SERVICES keine Haftung für eine nicht termingerechte oder in sonstiger Weise nicht ordnungsgemäße Arbeitsausführung.

Bei Maschinen, welche mit Bedienungsmann in MBR eingesetzt werden, trägt der Eigentümer (Maschinenhalter) die Haftung für Schäden, die durch den Einsatz der Maschine beim Auftraggeber entstehen. Bei Maschinen und Geräten, die ohne Bedienungsmann verliehen werden, haftet der Eigentümer für ihren einwandfreien Zustand.

Abnutzung und Verschleiß gehen ebenfalls zu Lasten des Eigentümers. Für Schäden, welche durch die Verwendung der zur Verfügung gestellten Maschinen oder an diesen Maschinen entstehen, haftet der Auftraggeber. Er ist ebenfalls haftbar für Schäden an Maschinen, die durch sein fahrlässiges Verhalten entstehen.

Art. 18 – Streitfälle

a) Bei Streitfällen zwischen Mitgliedern und Genossenschaft aufgrund der von letzteren vermittelten Arbeiten oder wegen deren Vermittlungstätigkeit selbst;

b) zwischen Auftraggebern und Maschinenhalter wegen der Arbeitsausführung

wir unter Ausschluss des Rechtsweges ein Vermittlungsausschuss gebildet.

Der Ausschuss setzt sich aus drei Personen zusammen, die von Fall zu Fall bestimmt werden. Ein Ausschussmitglied wird vom Verwaltungsrat bestimmt, die beiden Parteien ernennen jeweils eines der beiden anderen Mitglieder des Ausschusses.

Der Ausschuss muss bei seiner Entscheidung die bestehenden Statuten und Gesetze beachten.

Die Entscheidungen des Ausschusses sind bindend.

KAPITEL V: ORGANE DER GENOSSENSCHAFT

Art. 19 – Organe

Die Organe der Genossenschaft sind:

- a) die Generalversammlung
- b) der Vorstand
- c) das Präsidium
- d) der Aufsichtsrat

a) Die Generalversammlung

Art. 20 – Einrufung der Generalversammlung

Die Generalversammlung ist das oberste Organ der Genossenschaft. Die Generalversammlung muss vom Vorstand jährlich mindestens einmal einberufen werden und zwar spätestens 3 Monate nach Abschluss des Geschäftsjahres. Außerdem kann der Vorstand zu jeder Zeit außerordentliche Generalversammlungen einberufen; er ist dazu verpflichtet, wenn dies von mindestens einem Zehntel der Mitglieder unter Angabe der Tagesordnung beantragt wird, und zwar innerhalb 21 Tagen nach der Eingabe. Jeder Antrag, der von mindestens einem Zwanzigstel der Mitglieder unterschrieben wird, muss auf die Tagesordnung gesetzt werden. Die Einberufung der Generalversammlung mit Angabe der Tagesordnung ist den Mitgliedern mindestens 10 Tage vorher durch persönliche Zuschrift oder durch Mitteilung in der landwirtschaftlichen Fachpresse bekanntzumachen.

Art. 21 – Rechte der Generalversammlung

Die Generalversammlung beschließt in den im Gesetz und in der Satzung ausdrücklich bestimmten Fällen, namentlich über

- Die Besetzung des Vorstandes- und Aufsichtsrates;
- Die Geschäftsordnung;
- Den Erwerb und Verkauf von Gebäulichkeiten;
- Die Genehmigung des Jahresabschlusses, die Entlastung des Vorstandes und ggf. die Amtsenthebung der Mitglieder des Vorstandes und des Aufsichtsrates;
- Die Festsetzung des Jahresbeitrages sowie der Richtwerte für überbetriebliche MR-Arbeiten;

- Die Auslegung der Statuten, der Geschäftsordnung sowie früherer Beschlüsse der Generalversammlung bei Meinungsverschiedenheiten, wenn diesbezüglich der Vorstand und der Aufsichtsrat in vorausgegangener gemeinsamer Sitzung keine Lösung treffen konnten;
- Satzungsänderungen;
- Auflösung der Genossenschaft.

Art. 22 – Generalversammlung, Abstimmung

In der Generalversammlung hat jedes Mitglied eine Stimme.

Den Vorsitz in der Generalversammlung führt der Präsident des Vorstandes oder sein Stellvertreter. Ausgenommen bei Statutenänderungen und bei Auflösung der Genossenschaft, beschließt die Generalversammlung über alle auf der Tagesordnung stehenden Punkte mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder.

Bei Stimmengleichheit gilt der Antrag als abgelehnt.

Zur Gültigkeit eines Generalversammlungsbeschlusses ist erforderlich, dass der Gegenstand bei der Einberufung der Generalversammlung bezeichnet wird. Die gefassten Beschlüsse sind bindend für alle Mitglieder.

Eine geheime Abstimmung findet statt bei Wahlen und im Falle von Personenfragen. Im Übrigen muss sie erfolgen, wenn mindestens ein Fünftel der anwesenden Mitglieder dies verlangen. Die Mitglieder der Genossenschaft werden schriftlich über die Beschlüsse der Generalversammlung unterrichtet.

Art. 23 – Stimmvollmacht

In der Ausübung seiner Rechte bzw. seines Stimmrechtes kann ein Mitglied sich durch ein anderes Mitglied der Genossenschaft, das aus derselben Region stammen muss, vertreten lassen, sofern jeweils eine diesbezügliche schriftliche Vollmacht vorliegt. Jedoch darf ein Mitglied nicht mehr als eine Vertretung annehmen.

Außerdem ist die Vertretung und Ausübung des Stimmrechtes durch einen im Betrieb des Mitgliedes hauptberuflich beschäftigten großjährigen Familienangehörigen gestattet. Eine entsprechende schriftliche Bevollmächtigung ist erfordert.

Art. 24 – Niederschrift über die Beschlüsse der Generalversammlung

Über die Beschlüsse der Generalversammlung ist ein Protokoll anzufertigen. Das Protokoll soll den Ort und den Tag der Versammlung, den Namen des Vorsitzenden sowie Art und Ergebnis der Abstimmung und die Feststellung des Vorsitzenden über die Beschlussfassung enthalten. Das Protokoll ist vom Vorsitzenden und den anwesenden Mitgliedern des Vorstandes zu unterschreiben. Ihm sind die Belege über die Einberufung als Anlage beizufügen.

Jedem Mitglied ist die Einsicht in das Protokoll gestattet. Das Protokoll ist von der Genossenschaft aufzubewahren.

b) Der Vorstand

Art. 25 – Zusammensetzung und Bestellung des Vorstandes

Der Vorstand setzt sich zusammen aus maximal 3 Mitgliedern aus jeder angeschlossenen Region.

Jede Region wählt ihre Vorstandsmitglieder unter der Maßgabe, dass nur ein Mitglied pro Gemeinde der jeweiligen Region dem Vorstand angehören darf. Der Wohnort des Mitgliedes ist entscheidend.

Die Vorstandsmitglieder werden von der Generalversammlung auf sechs Jahre gewählt und alle drei Jahre teilweise erneuert. Die erste Austrittsserie, bestehend aus der Hälfte der Mitglieder, wird durch das Los bestimmt. Der Präsident fällt in die zweite Serie. Im Übrigen gelten die Bestimmungen des nachfolgenden Art. 28. Die Stimmabgabe ist geheim. Bei Stimmengleichheit gilt der jüngere Kandidat als gewählt. Die Kandidaten können sich nur in einer Region aufstellen.

Die Vorstandsmitglieder müssen Mitglied der Genossenschaft sein.

Die Mitglieder des Vorstandes dürfen dem Aufsichtsrat nicht angehören.

Art. 26 – Kandidaturen

Kandidaturerklärungen sind wenigstens fünf Tage vor dem für die Wahlen festgesetzten Datum per Einschreibebrief an die Geschäftsstelle der Genossenschaft einzureichen. Maßgebend für den Ablauf dieser Frist ist das Datum des Poststempels.

Art. 27 – Präsident, Vize-Präsidenten, Geschäftsführer

Die gewählten Vertreter einer jeden Region wählen ihren Kandidaten für das Präsidium.

Die Gesamtheit des Vorstandes wählt dann unter diesen Personen den Präsidenten und die Vize-Präsidenten. Im Falle von Stimmengleichheit muss ein zweiter Wahlgang stattfinden. Besteht dann immer noch Stimmengleichheit unter den Kandidaten, dann gilt der Ältere als gewählt. Der Vorstand ernennt und entlässt die Geschäftsführer.

Art. 28 – Wiederwahl

Wiederwahl der Vorstandsmitglieder ist zulässig. Sie gelten von Rechts wegen als Kandidat für die Neuwahl, falls Sie keine gegenteilige Erklärung abgeben. Kandidaturerklärungen, resp. Wiederwahl ist jedoch nur möglich bis zum 65. Geburtstag. Mitglieder des Vorstandes, deren Mandat über dieses Datum hinausreicht, beenden ihre Amtsperiode und scheiden dann aus dem Vorstand aus.

Art. 29 – Mandatsniederlegung

Mandatsniederlegungserklärungen von Vorstandsmitgliedern sind schriftlich dem Präsidenten vorzulegen. Ausscheidende gewählte Vorstandsmitglieder werden in der nächsten Generalversammlung durch Ergänzungswahl ersetzt. Es wählen aber nur die Mitglieder aus der Region, in der Vorstandsmitglieder ersetzt werden müssen. Reichen mehr als die Hälfte der Vorstandsmitglieder oder mehr als 2/3 der Vertreter einer Region ihren Rücktritt ein, so muss der Präsident innerhalb eines Monats eine außerordentliche Generalversammlung einberufen, die Neuwahlen vorzunehmen hat. Im Falle der Amtsniederlegung sämtlicher Vorstandsmitglieder sind die Entlassungsgesuche, resp. das Kollektiventlassungsgesuch an den Präsident des Aufsichtsrates zu richten, der innerhalb eines Monats eine außerordentliche Generalversammlung für Neuwahlen einberuft. Bis zur erfolgten Neuwahl müssen die alten Verwaltungsratsmitglieder in ihren Ämtern bleiben. Sie sind verantwortlich für Verluste, welche der Genossenschaft dadurch entstehen, dass Sie ihre Ämter vorzeitig verlassen und so die Geschäfte vernachlässigen.

Art. 30 – Aufgaben und Pflichten des Vorstandes

Der Vorstand führt die Geschäfte der Genossenschaft nach Maßgabe der Satzung und der Beschlüsse der Generalversammlung. Er hat dafür zu sorgen, dass die erforderlichen Bücher der Genossenschaft ordnungsgemäß geführt werden.

Zu dessen Aufgaben gehören insbesondere:

- Führung eines Protokollregisters

- Gerichtliche und außerordentliche Vertretung der Genossenschaft
- Aufstellung der Geschäftsordnung und des Haushaltsplanes
- Festsetzung der von den Mitgliedern zu leistenden Gebühren,
- Festsetzung der Tagesordnung
- Verantwortliche Zeichnung der Gewinn- und Verlustrechnung, der Bilanz und des Inventars
- Ernennung und Entlassung der Geschäftsführer mit absoluter Stimmenmehrheit.

Der Vorstand kann Verträge abschließen.

Die Vorstandsmitglieder haben bei ihrer Geschäftsführung die Sorgfalt eines ordentlichen und gewissenhaften Geschäftsleiters einer Genossenschaft anzuwenden. Über vertrauliche Angaben und Geheimnisse der Genossenschaft haben sie Stillschweigen zu bewahren.

Vorstandsmitglieder, die im Laufe eines Geschäftsjahres unentschuldigt an weniger als der Hälfte der Vorstandssitzungen nicht teilgenommen haben, werden ihres Amtes enthoben.

Art. 31 – Einberufung des Vorstandes, Beschlussfassung

Auf mündliche oder schriftliche Einberufung durch den Präsidenten hin tritt der Vorstand zusammen, so oft es die Interessen der Genossenschaft erfordern. Desgleichen tritt er zusammen, wenn dies von der Mehrheit der Mitglieder des Vorstandes oder von fünf Mitgliedern einer Region verlangt wird.

Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Mitglieder des Vorstandes anwesend sind. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, unbeschadet des Art. 30 Punkt 7). Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Präsidenten oder seines Stellvertreters entscheidend.

Der Vorstand muss im Laufe eines Geschäftsjahres wenigstens viermal tagen.

Art. 32 – Leitung der Vorstandssitzungen

Der Präsident oder vertretungsweise ein Vize-Präsident, beziehungsweise das älteste Mitglied, leitet die Vorstandssitzung.

Art. 33 – Beurkundung von Beschlüssen

Über die Beschlüsse des Vorstandes ist ein Protokoll anzufertigen und vom Präsidenten und den anwesenden Mitgliedern des Vorstandes zu unterzeichnen. Ist ein Vorstandsmitglied nicht mit dem Wortlaut des Protokolls einverstanden, so wird seine Stellungnahme kurz gefasst in das Protokoll eingetragen. Das Protokoll ist auf der Geschäftsstelle aufzubewahren

Art- 34 – Prokura

Zeichnungsberechtigt für die Genossenschaft sind der Präsident beziehungsweise andere Personen, welche seitens des Vorstandes hierzu ausersehen sind und entsprechend Prokura erhalten haben.

c) Das Präsidium

Art. 35 – Zusammensetzung und Bestellung

Das Präsidium setzt sich zusammen aus dem Präsidenten und den Vize-Präsidenten des Vorstandes.

Im Verhinderungsfall bestimmt der Verhinderte seinen Ersatzmann, der aus derselben Region stammen muss.

Art. 36 – Leitung

Der Vorstandsvorsitzende leitet das Präsidium.

Art. 37 – Aufgaben und Pflichten

Das Präsidium ist beauftragt, die Vorstandsbeschlüsse auszuführen.

Des Weiteren obliegt ihm die Beratung über die laufenden Geschäfte sowie die Vorbereitung der Vorstandssitzungen und der Generalversammlungen.

Der Vorstand setzt die Befugnisse des Präsidiums in einem „Internen Reglement“ fest.

Art. 38 – Einberufung, Beschlussfassung

Das Präsidium tritt zusammen, so oft es seine Obliegenheiten erfordern, ebenso wenn solche von der Mehrheit verlangt wird.

Die Sitzungen, einberufen durch den Präsidenten, werden durch diesen geleitet, oder bei seiner Verhinderung, durch einen der Vize-Präsidenten oder das älteste Präsidiumsmitglied.

Ein MR-Geschäftsführer ist Sekretär des Präsidiums.

Art. 39 – Beurkundung

Die Beratungen des Präsidiums sind im Protokollbuch einzutragen.

Art. 40 – Geschäftsführung

Die MR-Geschäftsführer und sonstige Büroangestellte werden vom Vorstand mit absoluter Mehrheit ernannt oder entlassen. Die Geschäftsführer handeln im Auftrag des Vorstandes und im Rahmen der ihnen erteilten Zuständigkeiten. Die Angestellten unterstehen der Autorität des Vorstandes und haben dessen Dienstanweisungen zu befolgen.

Die Geschäftsstelle wird von den Angestellten geführt. Die Aufgaben derselben sind im Besonderen die Vermittlung von Maschinen und von Betriebshelfern, die diesbezüglichen Verrechnungen, die Kontenführung, sowie die Erledigung der zur Erreichung der Zeile der Genossenschaft notwendigen administrativen und statistischen Arbeiten. Die Aufgaben und Verantwortungsbereiche der Angestellten werden im Verwaltungsreglement definiert.

Der oder die Geschäftsführer haben den Sitzungen des Vorstandes und des Präsidiums beizuwohnen, es sei denn, dass infolge besonderer Umstände diese Organe interne Beratungen führen wollen.

Abgesehen von der Vermittlertätigkeit entstehen beim Einsatz von Betriebshelfern oder von Maschinen mit oder ohne Bedienung Rechtsbeziehungen nur unmittelbar zwischen den Auftragnehmern und Auftraggebern.

d) Der Aufsichtsrat

Art. 41 – Zusammensetzung und Wahl

Der Aufsichtsrat, bestehend aus je einem Mitglied der angeschlossenen Regionen, wird von der Generalversammlung auf sechs Jahre gewählt und alle drei Jahre teilweise erneuert. Die Wahl ist so zu treffen, dass auf jede Region ein Mandatsträger entfällt. Die Aufsichtsratsmitglieder müssen Mitglied der Genossenschaft sein. Sie wählen unter sich einen Präsidenten.

Die erste Austrittsserie, bestehend aus einem Mitglied, wird durch das Los bestimmt. Der Präsident fällt in die zweite Serie.

Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Art. 28.

Art. 42 - Aufgaben und Pflichten

Der Aufsichtsrat hat den Vorstand auf allen Gebieten der Geschäftsführung zu überwachen und zu dem Zweck sich von der Abwicklung der Angelegenheiten der Genossenschaft zu unterrichten. Er kann jederzeit über dieselben Berichterstattung von dem Vorstand verlangen und selbst oder durch einzelne von ihm zu bestimmende Mitglieder die Bücher und Schriften der Genossenschaft einsehen sowie den Vermögensbestand untersuchen. Der

Aufsichtsrat kann an den Sitzungen des Vorstandes mit beratender Stimme teilnehmen.

Der Aufsichtsrat hat die Gewinn- und Verlustrechnung, die Bilanz, das Inventar und den jeweiligen Haushaltsvoranschlag zu prüfen und der Generalversammlung darüber Bericht zu erstatten. Über alle Prüfungen sind Berichte anzufertigen und von mindestens zwei Aufsichtsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Bei festgestellten Unregelmäßigkeiten in punkto Geschäftsführung ist der Aufsichtsrat verpflichtet, den Präsidenten des Vorstandes in Kenntnis zu setzen. Bei Nichtbeseitigung dieser festgestellten Unregelmäßigkeiten durch den Vorstand, sowie bei Feststellung grober Fahrlässigkeit der Genossenschaft, ist der Aufsichtsrat berechtigt die Generalversammlung einzuberufen, diese über die gemachten Feststellungen in Kenntnis zu setzen und gegebenenfalls deren Entscheid herbeizuführen. Den Vorsitz in dieser Versammlung führt der Präsident des Aufsichtsrats oder sein Stellvertreter.

Aufsichtsratsmitglieder, die im Laufe eines Geschäftsjahres unentschuldigt an weniger als der Hälfte der Aufsichtsratssitzungen nicht teilgenommen haben, werden ihres Amtes enthoben.

Art. 43 – Beschlussfassung, Beurkundung von Beschlüssen

Der Aufsichtsrat ist beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte der Mitglieder des Aufsichtsrates anwesend sind. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten. Über die Beschlüsse des Aufsichtsrates ist ein Protokoll anzufertigen. Diesbezüglich sind die Bestimmungen des Art. 30 maßgebend.

Art. 44 – Entscheidung für die Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder

Die Mitglieder des Vorstandes, des Präsidiums, und des Aufsichtsrates üben ihr Amt ehrenamtlich aus. Für Reisen, Sitzungen und außerordentliche Leistungen kann ihnen eine Entschädigung gewährt werden, deren Höhe vom Vorstand festzusetzen ist.

KAPITEL VI: FINANZIERUNG, GESCHÄFTSBETRIEB UND RECHNUNGSWESEN

Art. 45 – Finanzierung

Die Finanzmittel der Genossenschaft werden aufgebracht durch Geschäftsanteile, Gebühren, Beteiligungen an den Geschäftskosten, gegebenenfalls durch Eintrittsgelder; Anleihen, Jahresbeiträge, Subsidien und

Spenden. Die Nachschusspflicht ist auf die in Art. 13 angegebene Haftsumme beschränkt.

Art. 46 – Geschäftsanteil

Der Geschäftsanteil beträgt 2,50 €.

Jedes Mitglied ist verpflichtet einen Geschäftsanteil zu zeichnen. Bei Ausscheidung eines Mitglieds zahlt die Genossenschaft innerhalb von sechs Monaten nach der Kündigung den Nennwert des Geschäftsanteils. Ausscheidende Mitglieder haben kein Anrecht auf die Rücklagen der Genossenschaft:

Art. 47 – Eintrittsgeld - Jahresbeitrag

Auf Vorschlag des Vorstandes kann ein einmaliges Eintrittsgeld, sowie ein jährlicher Beitrag erhoben werden. Der Jahresbeitrag wird auf Vorschlag des Vorstandes durch die Generalversammlung beschlossen.

Art. 48 – Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr beginnt mit dem 1. Januar und endet mit dem darauf folgenden 31. Dezember.

Art. 49 – Buchführung

Die Führung der Bücher und die Aufstellung des Jahresabschlusses haben nach den Grundsätzen ordnungsmäßiger Buchführung zu erfolgen.

Spätestens zum 1. März nach Ablauf des Geschäftsjahres hat der Vorstand dem Aufsichtsrat vorzulegen:

- eine Bilanz
- eine Gesamtaufstellung der Erträge und Aufwendungen (Gewinn- und Verlustrechnung)
- ein Inventar

Ergibt sich bei der Aufstellung der Jahresbilanz oder einer Zwischenbilanz ein Verlust, der durch die Hälfte des Gesamtbetrages der Geschäftsanteile und der Rücklagen nicht gedeckt ist, so hat der Vorstand unverzüglich die Generalversammlung einzuberufen und ihr dies mitzuteilen.

Art. 50 – Bekanntmachung von Jahresabschluss; Inventar und Bericht des Aufsichtsrates

Die Gewinn- und Verlustrechnung, die Bilanz und das Inventar werden, nach dem sie vom Aufsichtsrat geprüft worden sind, mit den etwaigen Vorschlägen des Aufsichtsrates, der Generalversammlung zu Genehmigung und Entlastung des Vorstandes vorgelegt.

KAPITEL VII: SATZUNGSÄNDERUNG, AUFLÖSUNG

Art. 51 – Satzungsänderung

Eine Abänderung der Satzung kann nur durch die Generalversammlung vorgenommen werden.

Dabei verfügt jedes Genossenschaftsmitglied über eine Stimme. Die Generalversammlung ist nur dann ordnungsgemäß beschlussfähig, wenn mindestens 2/3 der Mitglieder anwesend sind und wenn die Tagesordnung die vorgeschlagenen Satzungsänderungen angibt. Ist die erste Bedingung nicht erfüllt, wird nach einer Frist von wenigstens 8 Tagen eine zweite Versammlung einberufen. Die Einberufung wiederholt die Tagesordnung unter Angabe des Datums und des Ergebnisses der vorangegangenen Versammlung. Die zweite Versammlung ist ordnungsgemäß beschlussfähig, gleich wie viele Mitglieder anwesend sind. In beiden Versammlungen müssen die Beschlüsse, um gültig zu sein, mit mindestens zwei Drittel der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst sein.

Art. 52 – Auflösung

Die Auflösung erfolgt durch Beschluss der Generalversammlung nach den diesbezüglichen Bestimmungen des großherzoglichen Erlasses vom 17. September 1945, abgeändert durch das Gesetz vom 25. August 1986 über die Organisation der landwirtschaftlichen Genossenschaften.

KAPITEL VIII: ÜBERGANGSBESTIMMUNGEN

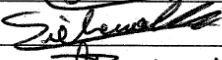
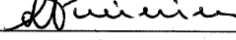
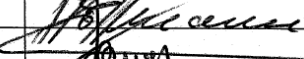
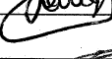
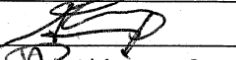
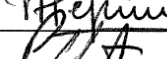
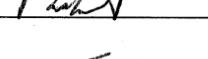
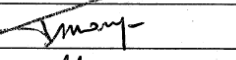
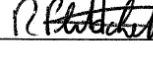
Art. 53 – In einer Übergangszeit kann die Region Ost weiter mit 4 Vorstandsmitgliedern vertreten sein. Die Übergangszeit endet wenn 1 Mitglied durch freiwillige Kündigung, Altersgründen oder Tod ausscheidet.

KAPITEL IX: SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 54 – Alle Einzelheiten, welche durch gegenwärtige Satzung bzw. durch die gesetzlichen Bestimmungen nicht geregelt sind, werden durch Beschluss der Generalversammlung entschieden.

Diese Satzung wurde in einer außerordentlichen Generalversammlung am 4. März 2010 in Colmar-Berg beschlossen und tritt sofort in Kraft.

Diese Statuten wurden doppelt geschrieben und unterschrieben am 6. Mai 2010 in Colmar-Berg

Anrede	Vorname / Name	Ortschaft	Unterschrift
Monsieur	Laurent FRANTZ	L-3394 ROESER	
Monsieur	Guy SIEBENALER	L-6255 ZITTIG	
Madame	Louise FRIESEISEN	L-9841 WAHLHAUSEN	
Monsieur	Jean-Paul BOURG	L-8610 BUSCHRODT	
Monsieur	Pierre HOFFMANN	L-5410 BEYREN	
Monsieur	André LAUGS	L-6214 CONSDORF	
Monsieur	Claude LINCKELS	L-9161 INGELDORF	
Monsieur	Eugène KEMP	L-8359 GOEBLANGE	
Madame	Aline PEPING	L-3601 KAYL	
Monsieur	Pol SCHMIT	L-6868 WECKER	
Monsieur	Paul MANGEN	L-7418 BUSCHDORF	
Monsieur	Marc MEYER	L-6572 ECHTERNACH	
Monsieur	Romain PLETSCHETTE	L-9155 GROSBIOUS	

NOTIZEN